



UNIVERSITE JOSEPH KI ZERBO (UJKZ)

-=-=-=-=-=--=-=-=-=-=-

UFR / Sciences De la Santé (UFR/SDS) Ecole Doctorale Sciences et Santé (ED2S)

-=-=-=-=-=- -=-=-=-=-=-

***Centre de Formation, de Recherche et d’Expertises en sciences du Médicament (CEA-CFOREM)***

***Tél. : (+226) 75 55 20 20***

***Email : cea.cforem.ujkz@gmail.com***

|  |
| --- |
| **2e RAPPORT D’AUDIT INTERNE DES COMPTES DU PROJET CEA-CFOREM**  **Période allant du 01/01/2021 au 30/06/2021** |

AMPLIATION

* Comité d’Audit de L’UJKZ
* Coordination du projet CEA-CFOREM
* Présidence de l’UJKZ
* Banque Mondiale

Juillet 2021

**SOMMAIRE**

[**SOMMAIRE** 2](#_Toc76667439)

[**INTRODUCTION** 3](#_Toc76667440)

[**I.** **OBJET DE LA MISSION** 4](#_Toc76667441)

[**II.** **OPINION DU CONTROLEUR INTERNE** 5](#_Toc76667442)

[**III.** **DILIGENCES EFFECTUEES** 6](#_Toc76667443)

[**IV.** **FAITS MARQUANTS** 7](#_Toc76667444)

[**V.** **SYNTHESE DES NOS TRAVAUX** 7](#_Toc76667445)

[**5.1.** **Conclusion sur la présentation des états financiers** 7](#_Toc76667446)

[**5.2.** **Constats sur les ressources** 8](#_Toc76667447)

[**5.3.** **Constats sur les emplois** 8](#_Toc76667448)

[**VI.** **RAPPROCHEMENT DES OUTILS DE GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE AVEC LES DEPENSES EFFECTUEES AU 30/06/2021.** 11](#_Toc76667449)

[**VII.** **RESSOURCES GENEREES DE LA PERIODE** 11](#_Toc76667450)

[**VIII.** **EXECUTION DES MARCHES** 12](#_Toc76667451)

**INTRODUCTION**

Le présent rapport est produit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la section IV de l’accord de financement pour le Burkina Faso qui comporte des exigences en matière d'Indicateurs Liés au Décaissement (ILD) spécifiques à la gestion financière et la passation de marchés. Il s’agit entre autres de l’ILD 6 sur la soumission dans les temps impartis et la qualité des rapports fiduciaires.

Le Résultat Lié au Décaissement (RLD) #6.1 se rapportant à cet indicateur concerne la soumission dans les délais des rapports financiers provisoires et des rapports d’audit pour la période.

Conformément à la convention ci-dessus citée, il est prévu l’élaboration de rapports d’audit interne dont la mission est de veiller en permanence à la qualité, à l’efficacité et à l’efficience dans la gestion des fonds alloués pour la réalisation des activités du projet. Un système de contrôle interne soutenu et implémenté par le personnel du projet, et un système de qualité certifié ciblé sur une amélioration continue, doivent contribuer à la réalisation de cet objectif. Il relève de la mission du service du contrôle interne de fournir au Comité d’Audit interne de l’Université Joseph KI-ZERBO (UJKZ), a la Coordination, et aux partenaires techniques et financiers l’assurance raisonnable que ces systèmes fonctionnent de manière efficace et efficiente.

Afin de s’assurer de la bonne exécution des ressources, des missions d’audits internes ont été recommandées par la Banque Mondiale, organisées par le projet CEA-CFOREM et conduites par le Contrôleur Interne dédié, conformément à la lettre de mission N°2021-0000655/MESRSI/S/UJKZ et note d’informationN°2021-0002/MESRS/S/UJKZ/SS/CFOREM joint au (annexe 1).

1. **OBJET DE LA MISSION**

L’objectif général de cet audit est d’exprimer une opinion non certifiante sur la conformité et la régularité des dépenses effectuées sur les ressources allouées et les ressources générées par le projet CEA- CFOREM et d’identifier les difficultés d’atteinte des Indicateurs Liés aux Décaissements (ILD).

Afin de donner une appréciation sur la conformité dans l’exécution financière des fonds, les procédures de contrôle appliquées sont décrites ci-dessous :

* le contrôle des comptes du projets
* la vérification sur la conformité de l’utilisation des ressources du programme avec les documents de base (TDR, PTAB, PPM, manuel de procédures comptables et financiers et les textes en vigueur au Burkina Faso)
* l’appréciation des procédures de gestion assorties des recommandations

Plus spécifiquement, l’audit portera sur les points suivants :

* la gestion des fonds alloués par la Banque Mondiale fonds Banque Mondiale et dans cadre de la contrepartie nationale ;
* la gestion des comptes bancaires ;
* la gestion de la trésorerie ;
* la gestion des équipements de l’exercice ;
* la vérification de la régularité et de la sincérité des opérations réalisées ; par les trésoriers dans le cadre de la gestion de leur caisse ;
* la vérification la régularité et de la sincérité des opérations réalisées dans le cadre d’acquisition des équipements du 1er/01/2021 au 30/06/2021 ;
* la vérification de la régularité et de la sincérité des opérations de la Caisse des menues dépenses;
* la vérification de la régularité et de la sincérité des règlements par chèques ;
* la vérification de la régularité et de la sincérité de la gestion du carburant ;
* la vérification de la régularité et de la sincérité de l’exécution des marchés ;
* la vérification des sommes dues par des tiers (créances impayées des étudiants) au cours de la période
* la vérification de la régularité et de la sincérité des ressources générées par le projet ;
* la vérification des frais de missions ;
* la vérification du respect de la règlementation fiscale et sociale.

Il est également attendu de la mission, des recommandations pour une meilleure gestion du projet.

1. **OPINION DU CONTROLEUR INTERNE**

Conformément à notre mandat de Contrôleur Interne, nous avons procédé aux contrôles et vérifications des comptes du projet CEA-CFOREM pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 2021 en conformité avec les normes d’audit en vigueur. Notre opinion n’est pas de nature à émettre un avis certifiant. Toutefois, nos contrôles ont révélé des insuffisances sur les comptes et la présentation des états financiers dont les plus significatives peuvent être résumées comme suit.

* Absence des états financiers et du rapport de suivi financier du premier semestre.
* Absence de compte ouvert par le CFOREM pour recevoir les fonds de la contrepartie Nationale.
* Absence de demande de déblocage de fonds par le coordonnateur autorisant les paiements des IUTS et les indemnités au personnel accompagnant du Projet qui s’élèvent à **FCFA 39 000 000**. D’autre part, le coordonnateur n’est pas impliqué dans l’exécution de ces dépenses sur la contrepartie nationale 2021.
* Absence de quittances des impôts et doute sur le paiement réel de l’impôt sur les salaires (IUTS).
* Absence de rapprochement du compte qui reçoit les revenus générés.
* Retard important dans l’exécution des marchés.
* Absence de rapport d’exécution des marchés selon le manuel Régionale des opérations RLD 6.4

**** Ouagadougou, le 08 juillet 2021

**PODA N. Benjamin**

1. **DILIGENCES EFFECTUEES**

La mission suppose l'accomplissement de toutes les diligences d'audit qui s’imposent et ce conformément aux normes internationalement admises.

* **Au niveau de la Caisse**
* vérifier le rapprochement du fichier de suivi des opérations (recettes et dépenses) aux pièces justificatives ;
* vérifier les soldes négatifs ;
* vérifier les paiements en espèces;
* vérifier le décalage entre le suivi extracomptable et la caisse ;
* vérifier le rapprochement entre le fichier des adhérents et les pièces de recettes et des dépenses pour s’assurer que les opérations sont régulières et sincères.
* **Au niveau des règlements par chèques**
* contrôler et valider les rapprochements bancaires de la période auditée ;
* en l’absence de rapprochements bancaires, obtenir et rapprocher les souches des chèques aux relevés bancaires et aux pièces de dépenses ;
* exploiter les confirmations de soldes reçues des banques ;
* s’assurer que les suspens bancaires sont justifiés
* **Au niveau des dépenses**
* s’assurer que les charges de la période sont exhaustives en vérifiant l’existence des pièces justificatives pour toutes les dépenses de la période auditée ;
* s’assurer que toutes les dépenses de la période auditée sont prévues dans le PTAB ;
* s’assurer que la dépense est engagée et validée par la personne responsable ;
* ’assurer de la correcte évaluation et de la correcte comptabilisation des montants ;
* s’assurer que toutes les dépenses sont soutenues par des TDR validés et sont conformes aux montants figurant dans les TDR ;
* vérifier que les impôts liés aux charges (IUTS, retenues à la source) ont été opérés et payés .
* **Au niveau des marchés.**
* s’assurer que les marchés de la période sont inscrits dans le PPM 2021;
* s’assurer du respect des procédures de passation des marchés de la Banque Mondiale ;
* vérifier les documents relatifs aux marchés et s’assurer de leur sincérité et leur régularité (vérification des délais de dépouillement des offres, d’exécution des marchés, de publication, vérification des offres techniques et financières, vérification des analyses etc.) ;
* s’assurer que les achats de même nature ne sont pas fractionnés de sorte à ne pas respecter les procédures de passation des marchés en vigueur.

1. **FAITS MARQUANTS**

L’année 2021 a été marquée essentiellement par le recrutement des agents contractuels, il s’agit notamment de Soumaila OUEDRAOGO en qualité de Comptable du Projet et de N Benjamin PODA en qualité de Contrôleur interne du Projet.

1. **SYNTHESE DES NOS TRAVAUX**
   1. **Conclusion sur la présentation des états financiers**

Nous notons l’absence d’états financiers semestriel du 1er janvier au 30 juin 2021 pour appréciation.

* 1. **Constats sur les ressources**

Le montant total des ressources pour la mise en œuvre du Projet s’élève au 30/06/2021 à **FCFA 39 000 000** composé uniquement de la contrepartie nationale à la date de nos travaux et se présente comme suit :

****

Nous n’avons pas disposé de pièces probantes justificatives nous permettant d’appréciation de la réalité et de l’exactitude des fonds de la contrepartie nationale allouées au projet en 2021.

**OBSERVATIONS**

Les fonds décaissés sur la contrepartie nationale ne sont pas reçus au niveau du projet CFOREM dans un compte bancaire. Ils sont logés dans le compte Trésor ouvert pour recevoir les financements de tous les projets CEA de l’Université Joseph KI-ZERBO. Le décaissement pour le compte de CFOREM ne transite pas par un compte bancaire avant d’être utilisé et les dépenses y relatives ne sont pas également retracées dans un compte bancaire.

* 1. **Constats sur les emplois**
     1. **Immobilisations**

Les acquisitions de la période auditée s’élèvent à **FCFA 88 896 000** et correspondent essentiellement à l’achat de véhicules pour le transport des étudiants et pour l’administration du Projet. Ces acquisitions se présentent comme suit :



**OBSERVATIONS**

* Les copies des relevés bancaires qui justifient les paiements, PV de réception, facture définitive de l’acquisition du mini Bus, le marché N°CEA-CFOREM/00/04/2020N°13, PV de réception Technique ont servi de base à l’appréciation de la réalité et de l’exactitude des acquisitions.
* Nous notons la non constatation de ces acquisitions dans la comptabilité à la date de nos travaux.
  + 1. **Trésorerie.**

Le montant de la trésorerie s’élève à **FCFA 551 682 739** à la date du 30/06/2021 et se détaille comme suit :



**OBSERVATIONS**

Nos travaux sur les comptes bancaires ont révélé les constats suivants :

* Comme déjà relevé dans les travaux sur les ressources, les fonds de la contrepartie nationale et les dépenses y relatives n’étant pas retracés dans un compte bancaire ouvert au nom du CFOREM, par conséquent, aucun relevé bancaire, ni rapprochement bancaire et confirmation de solde de l’exercice 2021 ne nous a été fourni.
* nous avons constaté sur la base des souches du chéquier BICIA-B des chèques d’un montant cumulé de **FCFA 1 227 645** libellés au nom du receveur des Impôts pour paiement de l’IUTS. Cependant, nous n’avons pas retrouvé les copies des chèques ainsi que les quittances de paiement dans les pièces de la période auditée. Nous n’avons donc aucune assurance que l’impôt que ces chèques règlent a été réellement payé. Il existe donc un risque de pénalité.

Le point des paiements se présente comme suit selon la souche du chéquier :



* + 1. **Dépenses de fonctionnement**

**OBSERVATIONS**

Les dépenses au cours de la période sous revue ont été exécutées dans le respect des lignes budgétaires approuvées et conformément au PTAB 2021. Mais nous notons l’absence de la tenue extracomptable et des états financiers.

Etant donné les faits relevés ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect des principes comptables et financiers sur la traçabilité des dépenses.

1. **RAPPROCHEMENT DES OUTILS DE GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE AVEC LES DEPENSES EFFECTUEES AU 30/06/2021.**

**RAPPORT PTAB, PPM & DEPENSES**

Nous avons rapproché le plan de passation des marchés (PPM 2021) et l’état d’exécution des marchés tenue par la PRM. Il ressort que les marchés sont exécutés conformément au PPM 2021.

1. **RESSOURCES GENEREES DE LA PERIODE**

Les revenus générés de la période allant du 01/01/21 au 30/06/2021 s’élèvent à **FCFA** **122 729 540** et se détaillent ci-dessous :

****

**OBSERVATIONS**

En conformité avec le manuel régional des opérations des CEA, page 47 tableau N°6 relative à la gestion des fonds générés du projet :

« Un compte désigné doit être configuré pour le projet. Les états financiers doivent correspondre aux comptes de projet désigné. Le compte désigné CEA doit être audité, preuve des revenus générés avec des détails sur le montant, la date de réception, le nom de la source, les contacts et le type, les détails de compte dans lequel les fonds sont déposés. » Mais nos travaux sur les ressources générées de la période sous revue ont révélé les constats suivants :

Les paiements des frais de formations sont effectués dans un compte autre que le compte BICIAB du projet mais nous notons :

* l’ absence de rapprochement bancaire ;
* l’absence de procédure de recouvrement des créances (impayées) ;
* la difficulté d’obtenir les pièces justificatives des paiements.

1. **EXECUTION DES MARCHES**

**OBSERVATIONS**

La situation d’exécution au cours de la période sous 2020 comprend **77** marchés.

Il apparait de la situation d’exécution du PPM 2021 validé du CFOREM, que 36 marchés ont été lancés dont **12** ont été entièrement réalisés, 24 marchés en souffrance d’exécution (retard d’exécution et/ou de livraison et de paiement) de la période sous revue et 41 marchés non encore initiés. Soit un taux d’exécution de 33%.